

MOYEN-ORIENT : L'agression. Les États-Unis, l'Irak et le monde. COULON, Jocelyn. Outremont, QC, Athéna éditions, 2004, 276 p.

Gabrielle Lachance

Volume 36, Number 1, mars 2005

Les transformations du système européen : de la construction identitaire aux nouvelles formes de gouvernance

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/010750ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/010750ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEI

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lachance, G. (2005). Review of [*MOYEN-ORIENT : L'agression. Les États-Unis, l'Irak et le monde.* COULON, Jocelyn. Outremont, QC, Athéna éditions, 2004, 276 p.]. *Études internationales*, 36(1), 138–140. <https://doi.org/10.7202/010750ar>

sulter. Ce livre possède cependant les défauts de ses qualités. En effet, en couvrant un domaine large et de nombreux aspects de la politique de défense canadienne, le développement théorique laisse les universitaires sur leur faim. *Campaigns for International Security* se situe donc entre un véritable ouvrage théorique sur le processus d'élaboration de la politique de défense canadienne et une lettre ouverte bien documentée adressée aux politiciens. Les étudiants y trouveront de nombreux éléments intéressants au sujet des cultures militaire et politique canadiennes, tout en lançant plusieurs pistes de recherche.

Richard GARON

Programme Paix et sécurité internationales
HEI, Université Laval, Québec

MOYEN-ORIENT

L'agression. Les États-Unis, l'Irak et le monde.

COULON, Jocelyn. *Outremont*, QC, Athéna éditions, 2004, 276 p.

Alors que se continuent en Irak des enlèvements, des opérations militaires et une difficile avancée démocratique en vue de la pacification et du développement du pays, le volume de Jocelyn Coulon vient faire le point sur une période mouvementée de l'histoire de ce pays, de cette région et de la diplomatie internationale. L'auteur relate dans le menu détail les principaux événements qui se sont déroulés avant, pendant et après la guerre en Irak – résultat d'un affrontement sans précédent entre « deux conceptions opposées des relations internationales » (p. 9) soit, l'utilisation de la voie diplomatique

et multilatérale pour régler un problème de sécurité ou la force (guerre préventive) et l'unilatéralisme (en dehors de l'ONU).

Les trois parties de l'ouvrage décrivent les étapes du conflit :

« La préparation » (chap. 1-3). Après les attentats du 11 septembre 2001, le président Bush accorde la priorité à la lutte contre le terrorisme, une lutte qui doit se faire à la fois contre les activités terroristes et contre les États « voyous », c'est-à-dire ceux qui appuient les mouvements terroristes ou possèdent des armes de destruction massive (ADM). L'Irak occupe ici le premier rang, car Washington affirme qu'il possède de telles armes. De plus, il entend bien déloger Saddam Hussein et, s'il le faut, de façon unilatérale.

Une genèse du conflit actuel est présentée. D'abord son protagoniste, Saddam Hussein, un homme avide de pouvoir, un président qui assassine ou fait assassiner tous ses opposants, qui attaque successivement l'Iran (1980-1988), les Kurdes irakiens (1988) et le Koweït (1990). C'est cette dernière offensive qui déclenche la première guerre du Golfe. Le 9 janvier 1991, avec l'accord du Conseil de sécurité, la coalition lance les hostilités ; l'Irak capitule sept semaines plus tard.

Puis, c'est l'entre-deux-guerres (1991-2003) consacrée surtout au processus de désarmement et de destruction des ADM en Irak. Les missions d'inspection de 1991 à 1998 donnent des résultats positifs. À mi-parcours, toutefois, des divergences surgissent au sein du Conseil de sécurité sur la levée des sanctions économiques et

sur la façon de réagir face aux violations des résolutions du Conseil de sécurité par l'Irak. Après le retrait des inspecteurs, le 15 décembre 1998, Washington annonce « que les bombes tombent sur Bagdad » (p. 56). Pourtant, le 30 mars 1999, le rapport Amarin, commandé par le Conseil de sécurité en vue de restructurer le processus d'inspection, affirme que l'Irak est en grande partie désarmé.

« L'affrontement diplomatique » (chap. 4-8). L'Administration Bush est déterminée à aller de l'avant et unilatéralement avec sa guerre contre l'Irak malgré les critiques que cela provoque un peu partout dans le monde. Le 8 novembre 2002, la résolution 1441 du Conseil de sécurité concernant la reprise des inspections est votée à l'unanimité après d'âpres discussions, mais les interprétations ne tardent pas à diverger. À la fin de novembre, les inspections reprennent, balisées par cette résolution.

À l'été 2002 et jusqu'au déclenchement de la guerre, on assiste à une véritable manipulation de l'information de la part des États-Unis et de la Grande-Bretagne. La menace irakienne (ADM et lien avec Al Qaïda) est amplifiée pour créer un sentiment d'urgence et obtenir l'assentiment de l'opinion publique. Des plans pour envahir l'Irak circulent dans les journaux ainsi que des rapports sur les armes de Saddam Hussein. Dans le camp antiguerre, on dénonce des plagiats, des affirmations fausses... Un an plus tard, Washington et Londres doivent se rendre à l'évidence : les ADM n'existaient pas.

Avec l'arrivée de Dominique de Villepin comme ministre des Affaires

étrangères, la France prend la tête du camp antiguerre, suivie en cela par neuf autres pays du Conseil de sécurité, dont l'Allemagne, au premier chef, mais aussi la Russie, la Chine, le Chili et le Mexique. L'opinion publique internationale appuie également la position française.

Invité par les États-Unis à rejoindre la coalition à l'automne 2002, le Canada fait connaître sa position : il appuie l'ONU et il privilégie l'option diplomatique et multilatérale. Le premier ministre Chrétien dissocie la question du terrorisme de celle de l'Irak. L'appui militaire est éliminé. Quant à l'appui politique, une résolution du Conseil de sécurité n'ayant pas été possible, M. Chrétien déclare au Parlement, à la toute veille des hostilités, que le Canada ne se joindra pas à la coalition.

Les États-Unis ont perdu l'appui de leurs principaux alliés. À l'automne 2002, une partie de bras de fer a lieu avec la communauté internationale. Au Conseil de sécurité, Washington accepte finalement de reporter la décision d'utiliser la force. Au début de 2003, le Parlement turc refuse d'autoriser « le déploiement des soldats américains et à envoyer, en cas de guerre, des soldats turcs dans le nord de l'Irak » (p. 159). En mars, la France annonce qu'elle utilisera son veto et le 17, la résolution du Conseil de sécurité préconisant la force contre l'Irak est battue : 7 contre, 1 indécis, 3 abstentions et 4 en faveur.

« L'agression » (chap. 9-10). Ce même jour, Bush lance un ultimatum de 48 heures à l'Irak et, le 19 mars, les États-Unis et la Grande-Bretagne dé-

clenchent la guerre en donnant comme seule raison la nécessité de faire respecter les résolutions du Conseil de sécurité sur le désarmement du pays. Deux jours plus tard, Donald Rumsfeld énoncera comme premiers objectifs de cette agression : « mettre un terme au régime de Saddam Hussein » et « éliminer d'Irak des armes de destruction massive » (p. 172). Cette guerre a été considérée illégale par les juristes en droit international. Quant à sa légitimité, elle est sérieusement mise en doute.

La crise de mars 2003, a-t-elle fait perdre sa raison d'être à l'ONU comme l'ont avancé certains commentateurs et politiciens américains ? À l'occasion, Kofi Annan a rappelé que la légitimité que l'ONU accorde à l'action de ses membres est essentielle dans le système international, mais qu'elle doit être consolidée par « une volonté politique des États de surmonter leurs divergences et de se réengager à œuvrer dans le cadre de la Charte » (p. 197).

En épilogue, l'auteur conclut à une triple agression de la part des États-Unis et de la Grande-Bretagne : contre un régime, contre le monde et contre l'ONU. Même si cette agression a mis fin à un régime tyrannique, son bilan demeure pauvre : la sécurité n'est toujours pas assurée en Irak, bien au contraire; la reconstruction promise tarde et le pillage des ressources se poursuit; sur le plan politique, une lutte de pouvoir persiste entre les diverses composantes ethniques et religieuses et la puissance américaine est déterminée à demeurer sur place.

Voici un ouvrage de référence important qui sera sûrement apprécié par tous ceux et celles qui s'intéressent à la diplomatie, à la politique et aux relations internationales. Pour les personnes qui ont suivi de près ces événements dans les médias écrits et électroniques, il n'y a là rien de nouveau. Il est toutefois intéressant de pouvoir relire cette séquence historique en accéléré, ce qui fait mieux ressortir les éléments-clés du ballet diplomatique qui a eu cours entre les grandes puissances et le Conseil de sécurité de l'ONU. En complément, l'ouvrage offre une chronologie détaillée de la crise irakienne, 13 annexes et un index, ce qui ajoute à l'intérêt de cette recherche.

Gabrielle LACHANCE

*Sociologie, option développement
Sainte-Foy, Québec*

Islam and Democracy in the Middle East.

DIAMOND, Larry, Marc F. PLATNER
et Daniel BRUMBERG (dir.). Coll. *A Journal
of Democracy Book*, Baltimore, The Johns
Hopkins University Press, 2003, 322 p.

Le livre est constitué de 30 articles, dont 29 parus antérieurement dans le *Journal of Democracy*. Ses directeurs le présentent comme une tentative d'expliquer la résistance qu'offrent le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au développement de la démocratie et de démontrer le besoin urgent d'adapter les cadres théoriques et analytiques aux particularités de cette région.

Les essais sont regroupés sous trois rubriques générales : *Democratization in the Arab World*, *Iran and Turkey* et *Islam and Democracy*. La pre-